

BONNES FEUILLES

Preface de Sylvie Thénault

Avec cet ouvrage, Yvon Gourhand et Henri Routhiau offrent une étude historique inédite qui enrichira tout lecteur et toute lectrice, quelle que soit sa connaissance préalable de l'histoire de la guerre d'indépendance algérienne.

[...] Pour résumer ce qui m'a frappée, de façon tout à fait subjective mais en espérant donner envie aux lecteurs et lectrices de ces lignes de tourner les pages qui suivent, je retiendrai d'abord les biographies. Yvon Gourhand et Henri Routhiau ont écrit une histoire incarnée, vivante, sortant de l'ombre des figures qui n'ont pas toujours trouvé d'écho à l'échelle nationale mais qui ont compté localement ; leurs noms parleront d'ailleurs peut-être encore aujourd'hui aux gens de la région. De ce point de vue, Yvon Gourhand et Henri Routhiau restituent nettement le rôle des individus dans l'histoire, qu'il s'agisse de syndicalistes, de nationalistes algériens, de jeunes hommes appelés sous les drapeaux et s'y opposant ou encore de militants engagés auprès des immigrés et/ou des partisans de l'indépendance. [...] Apparaît ici la façon dont la société française a été touchée, en profondeur, par la guerre, jusque dans les milieux ruraux. Le recours au contingent l'explique.

[...] Pour des lecteurs et des lectrices moins au courant de la recherche historique, ce livre peut être l'occasion de tout découvrir – et c'est à leur adresse que je me permets de rappeler pour finir ce qui peut paraître évident aux spécialistes. Premièrement, oui, c'est un fait, la guerre n'a pas eu lieu qu'en Algérie. La France en a aussi été le théâtre même si la guerre y a pris des formes particulières.

Introduction

Notre département est, a priori, perçu comme ayant été peu concerné par la guerre d'Algérie. [...] Cependant, au travers de notre étude, nous espérons avoir démontré qu'en réalité la Loire-Atlantique aura été plus impactée qu'il n'y paraît à première vue [...] De plus, du fait de la présence de personnalités et de militants syndicalistes et politiques particulièrement actifs, nous nous sommes efforcés d'aborder différentes facettes des conséquences induites par cette « guerre sans nom » au sein du département, en illustrant des aspects traités habituellement au niveau national et souvent centrés sur la capitale, voire même souvent ignorés ou minorés comme un soutien apporté à Messali Hadj comme au Mouvement national algérien (MNA). Outre des figures du syndicalisme ouvrier, comme Gilbert Declercq (CFTC), Alexandre Hébert (CGT-FO) et Roger Rousselot (CGT), tous trois très actifs lors des grandes grèves de 1955 et durant le conflit franco-algérien, celles de Bernard Lambert, d'Alain Brisset comme d'Yves Bel nous donnent l'occasion d'étudier des modes d'opposition à la guerre d'Algérie au sein d'une jeunesse militante de culture chrétienne, tandis que le cas de Guy Bézier, jeune ouvrier de « la Navale » lourdement condamné lors du « mouvement des rappelés » en 1956, nous permet de mettre en évidence une des deux manifestations les plus importantes, à notre connaissance, dans ce cadre.

Enfin, même si la présence des « Français musulmans d'Algérie » est restée modeste en Loire-Atlantique comme dans les autres départements de l'Ouest breton, ces derniers subissent des conséquences répressives renforcées par la guerre d'Algérie, tandis que certains d'entre-eux

dont des acteurs de la lutte d'indépendance nationale algérienne. Si notre étude ne nous a pas permis de mettre en évidence de « porteurs de valises », au sens habituel du terme, parmi les métropolitains, des hommes et des femmes, de diverses obédiences et sensibilités, se sont mobilisés pour exercer une solidarité effective à différents niveaux en faveur des migrants algériens en Basse-Loire, en se démarquant alors de l'hostilité ou de l'indifférence habituelles à l'égard de ces derniers. A notre niveau, nous avons essayé de contribuer à démontrer que « rien n'est plus faux que de [...] penser [ce conflit] en affrontement de deux blocs nationaux »

Le putsch des généraux d'avril 1961

Le 22 avril, un communiqué confédéral CFTC annonce la rébellion des généraux. Dès l'annonce du putsch, l'UD CFTC de Loire-Atlantique prépare un projet de communiqué commun avec l'UD CGT, destiné à leurs adhérents. L'union syndicale se réalise finalement et les UD de Loire-Atlantique, CGT, CFTC, CGT-FO, la FEN et SNI, appellent à un arrêt de travail, le 24 avril à 17 h, et dénoncent, dans un tract, un coup de force fasciste rendu possible par le manque de fermeté du gouvernement lors du procès des barricades.

La CGT-FO : le choix de Messali Hadj et du MNA

[...] il faut néanmoins souligner le rôle de la « minorité » à cette occasion ou plus exactement des minorités présentes au sein de la centrale syndicale. FO est un refuge - « un milieu où l'on respire » - pour certains membres des courants anarcho-syndicalistes et trotskystes notamment [...] l'union départementale (UD) de ce syndicat.

Libertaires et trotskystes dans la guerre d'Algérie

Le positionnement de Hébert, responsable syndical localement mais minoritaire au niveau confédéral, illustre celui d'autres minoritaires au sein de FO à l'égard du problème algérien. Ceci se produit au sein d'un syndicat globalement anticommuniste et anticlérical qui cherche à éviter toute unité d'action que ce soit avec la CGT ou avec la CFTC, hormis son refus d'un positionnement politique explicite sur ce terrain des plus délicats, d'autant plus que nombre de ses adhérents et de ses militants sont durablement favorables au maintien de l'Algérie au sein de l'Union française,

Cgt

Dès les débuts des « événements d'Algérie » la CGT les qualifie de guerre . [...] Il est longtemps difficile de mobiliser largement sur le thème de l'Algérie. Il faut aussi souligner que l'opinion publique y compris certainement dans les milieux communistes est favorable à une « Algérie française » - ou tout au moins liée à celle-ci - et à la répression de la « rébellion », ce dont doit tenir compte la centrale syndicale comme ses instances locales.

Cependant, en Loire-Atlantique, la manifestation dite du métro Charonne, le 8 février 1962, dirigée contre un nouvel ennemi, l'OAS, a un retentissement très particulier du fait de la mort d'une Nantaise, la jeune Anne-Claude Godeau, militante communiste de la CGT, une des neuf victimes. . [...]à Nantes, le 14 février. A cette occasion, 25 000 personnes participent aux obsèques là-aussi dans un calme impressionnant et une unité parfaite tant au niveau syndical que politique.

Une gauche tiraillée

Le conflit algérien a joué un rôle fondamental dans l'évolution politique des chrétiens dits progressistes. . [...] Bernard Lambert, paysan et jaciste, élu député en 1958 . [...] s'oppose à son propre camp et opère un virage à gauche qui l'amène ensuite à rejoindre le PSU. Enfin le parcours militant d'un jeune syndicaliste étudiant nantais, Alain Brisset, au sein de l'UNEF comme ensuite du PSU, illustre l'engagement d'une partie de la jeunesse française contre cette guerre au travers d'une mobilisation intense qui déborde celle des milieux communistes en leur imposant un nouveau tempo et en devenant, alors, incontournable.

Des Algériens inévitables mais... indésirables

Les hommes sont d'abord venus seuls, une main-d'œuvre à bon marché, originaire de Kabylie. Puis leurs familles ; puis des ouvriers plus qualifiés, de plus en plus sensibles aux luttes syndicales et politiques. Avec, pendant longtemps, le rêve du retour. . [...] La première vague migratoire significative de musulmans algériens, toutes proportions gardées, date de la fin des années 1940 et du début des années 1950, dans le cadre de la reconstruction et notamment au sein du secteur du BTP. Celle-ci attire des « Français musulmans d'Algérie », en particulier des Kabyles, vers les deux pôles urbains du département, Nantes et Saint-Nazaire. Durant la guerre d'Algérie, ces travailleurs migrants vont être, de la part du FLN, l'objet de tentatives de contrôle politique, social et financier au travers de l'impôt révolutionnaire comme l'objet d'une attention de tous les instants de la part des services préfectoraux et policiers.

Eu égard à une population totale d'environ 733 500 habitants, ces quelques 460 Nord-Africains ne constituent alors qu'une « colonie » pour le moins modeste... Ils sont presque le double quatre ans plus tard, mais là encore, cette vague migratoire reste, à l'échelle départementale, tout à fait marginale n'excédant pas 0,3 % de la population ligérienne totale. (

Une répression policière, administrative et judiciaire

Surveiller, contrôler, éloigner et enfermer semblent être les maîtres-mots de la répression qui va se mettre en place de manière systématique à l'égard des Algérien(ne)s, en Loire-Atlantique et en particulier durant la période 1957-1962 . [...] Si la capitale et la région parisienne ont été le siège d'une organisation répressive spécifique avec la Brigade des agressions et violences (BAV) au sein de la préfecture de police ainsi que d'événements majeurs, comme la manifestation algérienne du 17 octobre 1961, comme d'une répression quotidienne et des rafles, générant parfois des émeutes, dans un département réputé « tranquille » comme la Loire-Atlantique, la répression va se déployer néanmoins largement, la métropole nantaise étant de plus le lieu d'implantation d'une « Brigade nord-africaine » (BNA) au sein de la Sûreté urbaine.

Il nous est apparu qu'une étude locale portant sur un département comme la Loire-Atlantique, à partir des archives de police comme de la presse locale et régionale, permet d'appréhender l'importance de la répression tant policière que judiciaire ou infra-judiciaire au sein d'un département pourtant situé en dehors des principales zones d'implantation de l'immigration nord-africaine. Cette étude vient conforter comme compléter celles déjà menées à un niveau départemental. Ceci pour mettre en évidence à quel point les Algériens « suspectés et discriminés, [...] sont soumis à un encadrement, à une surveillance, à une répression et à une violence d'État spécifiques qui atteignent des formes paroxystiques à partir de 1958 ». Et peut-

on ajouter dès 1957, en fait, avec l'extension des pouvoirs spéciaux en métropole avant le « virage de 1958 » et comme les archives policières et préfectorales le montrent.

la rafle du 22 novembre 1957, à Nantes

La mise en œuvre, sans recours au juge judiciaire, de perquisitions de nuit comme de jour va constituer une aubaine pour la Sûreté urbaine nantaise. . [...] Le commissaire central de Nantes entend bien mettre à profit cette possibilité nouvelle de perquisitions domiciliaires de nuit. Le 21 novembre, le préfet, Pierre Trouillé, délivre un mandat de perquisition ciblant le foyer nord-africain. [...] Fouilles individuelles à corps comme « vérifications » exercées dans les cabanes n'ont entraîné aucune découverte d'armes, de documents ou d'objets suspects. Hormis le recensement et l'identification systématiques de nombreux Nord-Africains, le résultat s'avère totalement nul au regard de la recherche « d'individus considérés comme auteurs et complices présumés de crimes et délits contre la sûreté extérieure » de l'État autrement dit de nationalistes algériens.

Le FLN en Loire-Atlantique (1957-1962)

Si l'objectif majeur du FLN en Loire-Atlantique a été d'assurer la collecte de l'impôt révolutionnaire perçu auprès des Algériens dans le cadre d'un contrôle politique strict de ceux-ci, l'organisation frontiste a pu tenter de mener des actions dans le contexte de la situation maritime du département avec un succès pour le moins relatif en raison du démantèlement rapide d'un embryon d'organisation spéciale (OS). A la fin de la guerre franco-algérienne, dans le contexte de l'indépendance prochaine de l'Algérie, le FLN en Loire-Atlantique a procédé, y compris par la contrainte et la violence, au recensement systématique de la population algérienne. Ce type d'action a débuté auparavant afin de renforcer le contrôle du FLN sur les Algériens présents dans le département. Notre étude s'appuie avant tout sur les fonds d'archives de police disponibles et accessibles au sein des Archives départementales de Loire-Atlantique (ADLA).

Des acteurs majeurs : les tenanciers de bars « maures » à Nantes et leurs réseaux

Les cafés de métropole tenus par des gérants algériens ont constitué des lieux essentiels de sociabilité pour la plupart des travailleurs algériens tout en ayant fort mauvaise réputation. Leur contrôle - « la guerre des cafés » - aura constitué un enjeu majeur dans les régions où la guerre fratricide entre MNA et FLN va sévir de manière significative. Cela n'a pas été le cas en Loire-Atlantique, du fait de la faiblesse initiale du parti messaliste dans le département comme du passage rapide des patrons de café au FLN. Ceux-ci vont jouer un rôle important au sein de l'organisation de ce dernier. Trois établissements ont particulièrement retenu notre attention. [le Café de la Place, le Pigeon Bleu et le Bon Couscous]

Une solidarité effective entre métropolitains et Algériens

L'image des « Français musulmans d'Algérie » n'était pas bonne en règle générale au sein des populations métropolitaines. . [...] Cependant, à Saint-Nazaire, dans le contexte du mal logement des Nord-Africains et dès le terrible hiver 1954, une action solidaire menée par des communistes et des chrétiens progressistes, en particulier dans le milieu syndical, s'exerce, trouvant ensuite son point d'orgue en 1956 avec le Comité d'action au service des Nord-

Africains. Par la suite, en 1958, des actions en faveur de quatre Algériens internés administratifs, . [...].. Ces épisodes témoignent également de la capacité de collaboration effective sur le terrain de chrétiens de gauche, catholiques et réformés, avec des communistes, dans le cadre d'une aide apportée à des hommes et des femmes habituellement discriminés et ostracisés, en dépit de leur soi-disant appartenance à la communauté nationale. Enfin une initiative prise par deux appelés en Algérie à la fin du conflit franco-algérien au niveau de la commune de Vertou va se traduire par l'accueil d'enfants et d'adolescents algériens au sein de familles métropolitaines dans le cadre d'une colonie de vacances en 1960-1961.

Une jeunesse sous les drapeaux, l'affaire Guy Bézier, une mobilisation ouvrière massive

La guerre d'Algérie aura été essentiellement une guerre menée par les soldats du contingent qu'ils soient appelés, maintenus ou rappelés. Ces derniers sont à l'origine en 1955-1956 de ce que l'on a qualifié de « mouvement des rappelés ». Il prendra la forme, notamment, en Loire-Inférieure d'une mobilisation ouvrière et populaire d'ampleur le 28 mai 1956 qui mènera sous les verrous Guy Bézier, . [...] un épisode survenu en mars 1962 à Nantes, quelques jours après la signature des accords de cessez-le-feu en Algérie, nous permet d'évoquer le combat des « non-violents » contre la guerre d'Algérie et pour le soutien des objecteurs de conscience, réfractaires à celle-ci.

Et les rappelés eux-mêmes ?

Ils sont à l'origine d'incidents répétés, en particulier sur la ligne Paris-Quimper. Le 11 mai 1956, en gare de Nantes, des rappelés utilisent à plusieurs reprises le signal d'alarme retardant le départ du convoi. En gare de Questembert, des rappelés arrêtent le train, saccagent les gardes-fous d'un pont SNCF et s'en prennent verbalement à un sergent-chef tout en tenant des propos pacifistes ou anticolonialistes. . [...] Dans ce contexte, le préfet de Loire-Inférieure rappelle à ses sous-préfets qu'ils doivent « déférer immédiatement au Parquet militaire, toutes les fois que la chose sera juridiquement possible, les personnes qui se seraient rendues coupables de sabotage ou d'obstacle à la circulation à l'occasion de transport de rappelés ». Le gouvernement veut agir fermement car ce type d'actions tend à se multiplier sur tout le territoire de la métropole : « Le ministre de l'Intérieur Jean Gilbert-Jules reconnaît lui-même qu'un cinquième des trains fait l'objet d'incidents de la part des "rappelés" ».

« Les Bel » à Nantes (23 mars 1962) : le refus du service armé : des objecteurs de conscience en action

Le 23 mars 1962, soit quelques jours après la signature du cessez-le-feu en Algérie, cinq hommes s'enchaînent sur les marches du théâtre Graslin à Nantes. On les désigne comme « les Bel » du nom d'Yves Bel, l'un des protagonistes de cette manifestation. Que veulent-ils ces cinq hommes ? Simplement revendiquer le droit de substituer au temps du service militaire un temps de service civil, car ils refusent de porter les armes, en affirmant leur pacifisme inconditionnel. [...] Yves Bel comme ses compagnons appartiennent à un mouvement qui s'est développé à l'occasion de la guerre d'Algérie, l'Action civile non-violente ou ACNV.